



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2296>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 832 - mars 1985 -

Date de mise en ligne : mardi 3 mars 2009

Date de parution : mars 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

1926 : Jacques Duboin, secrétaire d'Etat au Trésor dans le gouvernement Briand, propose de dévaluer le franc afin de redonner un peu de souffle à l'économie. Il se propose de faire cette dévaluation de façon concertée avec la Belgique et, bien sûr, consulte les responsables financiers du pays. Le président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, M. Finaly, l'avertit que, s'il propose de dévaluer le franc, lui se charge de faire tomber le gouvernement. Evidemment, J. Duboin persiste dans son intention. Lorsqu'il passe la frontière belge pour aller consulter ses collègues belges, on lui apprend que le gouvernement vient d'être renversé.

1985 : Le Brésil retrouve enfin le droit d'écrire démocratiquement son président. On parle beaucoup de faire entrer M. Furtado dans le futur gouvernement. M. Furtado est un économiste de gauche qui a dirigé des responsabilités sous les gouvernements qui ont précédé le coup d'Etat militaire et qui a dû longtemps vivre en exil. Aussitôt des industriels, des banquiers affirment qu'il ne faut pas que Furtado soit ministre : il est trop dogmatique, disent-ils. Bien plus, un vice-président de Paribas, M. Lemaistre, déclare dans une interview à un hebdomadaire brésilien, que le futur ministre des finances ne peut être « un théoricien qui a passé vingt ans dans l'opposition », autrement dit, certainement pas M. Furtado.

Soixante ans après, les mœurs n'ont donc pas changé : les banques gouvernent toujours !

Dans le Middle-West plus de vingt mille fermes ont été mises aux enchères depuis 1981 et l'hécatombe s'accroît. Les agriculteurs américains comparent volontiers la crise actuelle à celle des années 30. La ruine de tous ces fermiers est en fait la conséquence de la prospérité des années 70 durant laquelle le montant des exportations agricoles des Etats-Unis avait quintuplé. A cette époque-là les fermiers américains réussaient de nourrir le monde eux seuls et les banques se battaient pour financer l'achat de terres dont la valeur avait quelquefois plus que quadruplé. Mais pour rentabiliser les terres, il fallait aussi acheter des engrais, des pesticides, payer de la main-d'œuvre saisonnière, emprunter encore pour acquérir de nombreuses machines agricoles ; bref, les traites pesaient lourd. Et puis Carter a décrété l'embargo sur les exportations agricoles vers l'URSS, la réduction sous Reagan, la baisse des achats par les pays du Tiers-Monde accablés de dettes (mais quelquefois aussi, et heureusement, parvenus à l'autosuffisance), enfin, et surtout, l'envolée du dollar ont placé l'agriculture des Etats-Unis en aussi mauvaise posture que leur industrie sur les marchés internationaux. De 32 millions de dollars en 1979, les profits globaux des fermiers sont tombés à 16 milliards en 1983 et leur endettement est, lui, passé de 80 milliards en 1974 à 215 milliards actuellement. La valeur des terres a chuté de 25 à 60 % suivant les régions. Selon une étude citée par le Washington Post ce serait environ 40 % des exploitations des Etats centraux du Nord qui marcheraient vers la faillite. Et les choses ne vont pas s'arranger car Reagan souhaite, en tout libéralisme, une réduction drastique des aides fédérales accordées à l'agriculture depuis les années trente... De petites villes, comme Quad-City, qui vivaient de l'industrie des machines agricoles, connaissent des taux de chômage dépassant 13% alors que le taux national est de 8 %. Arrivés au bout de leurs six mois d'indemnité, les chômeurs n'ont d'autres perspectives que de vendre leur maison. Mais à qui ? A Quad-City, il y en a déjà deux mille deux cents d'inventées. Comme dit un chômeur, ancien employé d'Harvester : « Quand j'entends Reagan parler du redressement de l'économie, ça me fout en rage. » Au fond, il n'y a guère que les « libéraux » d'opinion française qui croient en la reprise américaine.

La reprise américaine, elle est caractérisée par le budget des Etats-Unis : le budget de l'armée passera l'année prochaine de 246 à 277 milliards de dollars et, compte tenu des autorisations de

Au fil des jours

programme, 314 milliards puis 354 milliards en 1987 et 402 milliards en 1988. En 1986, les sommes qui seront dépensées pour la « défense » représenteront 28,5 % d'un budget global américain et 6,6 % du produit national brut. Par contre, les dépenses civiles seront fortement amputées : c'est ainsi que les dépenses pour l'assistance médicale des personnes âgées baisseront de 4 milliards de dollars, les crédits de l'énergie civile de 3, ceux des transports de 2, ceux du logement et du développement urbain de 15 (- 47 %), ceux de l'éducation et de la formation de 2. Le programme d'aide aux familles avec des enfants à charge sera réduit de 180 millions et les dépenses pour les repas servis dans les écoles aux enfants de familles démunies de 180 millions. C'est au total près de 38 milliards de dollars qui seront économisés sur les dépenses civiles, le plus gros sacrifice étant demandé au département de l'agriculture dont l'enveloppe sera diminuée de 6,6 milliards. Voilà qui devrait donner un réconfort aux agriculteurs français, ardents défenseurs du libéralisme économique !